



## Note PA au 19/05/2026 - CDN et CDFN

### **A/ Contexte systémique de politique internationale et nationale : deux revendications et exigences démocratiques dans l'immédiat.**

- Un projet de loi budgétaire rectificatif pour augmenter les recettes publiques (dont les « surprofits » cf. pétition Attac).
- Intervention de la BCE pour bloquer la hausse des taux d'intérêts sur les emprunts publics.

La guerre USA-Israël contre l'Iran avec le blocage « d'Ormuz » amène inflation et probabilités graves de dégradations économiques (voire financières) amplifiant des dégâts sociaux, en particulier en France, par la poursuite de la baisse de la dépense publique (DP), sauf pour l'économie de guerre. Cette Guerre désorganise nombre de chaînes d'approvisionnement et de production et amplifie la spéculation. Elle entraîne la hausse de l'ensemble des coûts de production de nombre de produits de toutes sortes, dont ceux de la vie quotidienne. Soulignons qu'elle provoque par exemple un manque d'engrais, donc un risque pour l'agriculture mondiale en particulier pour l'Asie et l'Afrique. Cette guerre remet le sujet de la décarbonation sur la table.

**L'inflation provoquée par la crise de « l'offre »** et la spéculation repartent à la hausse. Elle aggrave la dévalorisation salariale, réduit les salaires réels avec une part de la valeur ajoutée qui repart du travail vers le capital. Le SMIC sera revalorisé mécaniquement (+2 %) certes, mais le débat sur les autres salaires dont ceux de la fonction publique est invisibilisé. Au nom de cette inflation les « Banques centrales » dont la Fed et BCE sont prêtes à resserrer leur politique monétaire (montée des taux d'intérêts et donc des emprunts plus coûteux), amplifiant par ailleurs la récession.

**L'Insee** fait un bilan d'une croissance nulle (donc moindre recettes) au 1<sup>er</sup> trimestre. Une entrée en récession de la France devient très probable, soit une « stagflation » avec un taux de chômage (+ de 8%) qui atteint son plus haut niveau depuis 5 ans. La crise conjoncturelle avec la guerre vient s'ajouter à la crise structurelle en France dont la désindustrialisation et la probabilité permanente d'une crise financière majeure mondiale (avec sa finance de l'ombre).

**Dans ce contexte, le 1<sup>er</sup> ministre Lecornu demande dès maintenant 6 Mds d'économie**, 4 Mds pour le budget État (avec gel de crédits (cf budget UNSS !)) sur le budget 2026 (adopté par 49.3 et déjà très austéritaire) et 2Mds sur le PLFSS. Seules les dépenses militaires sont protégées et ont continué de progresser (+6,7 Mds).

**Aussi, il nous faut demander un projet de loi rectificatif Budgétaire (PLR), car cela permet d'ouvrir le débat sur la récupération de recettes et non pas s'enfermer sur le seul sujet de faire des économies dans les DP.**

Ainsi pour l'État et son budget la guerre dans le Golfe se paye aussi cash, ne serait-ce que mécaniquement par l'accroissement de la charge de la dette d'après les dernières estimations des comptes de Bercy qui l'estiment à 4 milliards d'euros supplémentaires en l'espace de deux mois seulement. Ce sera plus si la situation empire.

Ce surcoût actuel pour les finances publiques vient donc pour beaucoup de l'augmentation des taux d'intérêts (charge de la dette) demandée par les marchés financiers pour les emprunts contractés en ce moment par la France. En effet, avec ce contexte, l'État réemprunte plus cher pour rembourser des obligations contractées par le passé à des taux plus bas (« roulement de la dette »).

**Cela implique également une autre revendication au niveau européen : celle que la BCE reprenne une politique de rachat des dettes publiques ou de prêter directement aux états** pour bloquer la hausse, voire faire baisser les taux d'intérêts demandés par les marchés financiers (comme en 2014 et 2020 « quantitative easing »). C'est une urgence sociale pour l'Europe, sans parler de la nécessité urgente d'investissement massif pour la bifurcation écologique et la réponse aux besoins sociaux qui sont d'intérêt général !

### **B/ Économie de guerre et dépenses militaires mondiales en forte hausse.**

Enfin, soulignons en miroir le « gaspillage » d'argent public dans les dépenses militaires mondiales à la hausse en 2025 et pour les années à venir (reflet « d'un choix civilisationnel décadent ? »). C'est le constat que l'on peut tirer de la note de fin avril 2026 selon le SIPRI (Stockholm international peace research institute) sur les dépenses militaires (DM) mondiales en 2025. Elles s'élèvent à **2 887 Mds de dollars en 2025** (+2,9 %). Dans ce total, les USA représentent plus de 33 % des DM (959 Mds) et Trump a annoncé un passage à 1 500 Mds pour 2026. La Chine (336 Mds), la Russie (190 Mds) et l'Allemagne (114 Mds) sont loin derrière (cf. note du SIPRI et note synthèse).

**Question :** l'économie de guerre et la guerre ne sont-elles pas devenues un élément central du modèle économique des USA et aussi des forces capitalistes dominantes en général ? Cette économie de guerre avec des budgets en forte hausse qui touchent un nombre grandissant de pays dont la France, font que l'économie devient un vrai moteur de la guerre au détriment des peuples et travailleurs-ses.

### **C/ Projet de loi de lutte contre les fraudes sociales et fiscales adopté.**

Le Parlement l'a définitivement adopté le 11 mai. Déséquilibré, le texte représente un pas de plus vers la surveillance et la sanction des plus modestes. La lutte contre la fraude fiscale reste quant à elle le parent pauvre de cette loi. Cette loi (cet arbre) masque donc l'immense forêt de la fraude fiscale (autour de 90 Mds contre 13 à 15 Mds de fraude sociale dont plus de 55 % liée aux employeurs.) Cqfd.

### **D/ Pour info tableau sur proportion en million, milliard...**

